

L'État à la pompe

par *Philippe Quirion*

L'État est-il l'acteur principal de la transition énergétique ? Faut-il, pour sortir du pétrole et du charbon, une politique ambitieuse de redistribution ? Questions discutées, qui supposent pour être bien comprises de ressaisir l'histoire longue de l'énergie.

À propos de : Lucas Chancel, *Énergie et inégalités*, Paris, Seuil, 2025, 448 p., 25 euros.

Lucas Chancel présente la « tension fondamentale » qui structure son livre comme suit : « la maîtrise de l'énergie est un vecteur d'émancipation autant qu'elle est une forme de pouvoir. Elle est donc éminemment politique » (p. 8). L'enlèvement du président du Venezuela Nicolas Maduro par les États-Unis de Donald Trump au mois de janvier 2026 renforce encore, si besoin était, la pertinence de cette affirmation. Comme le souligne Paul Krugman, Trump a mentionné le mot « pétrole » 27 fois pendant sa conférence de presse pour justifier cet enlèvement, ce qui laisse peu de doute sur le sujet : la maîtrise de l'énergie est en effet, et plus que jamais, une forme de pouvoir, éminemment politique¹.

Très bien écrit et agréable à lire, l'ouvrage est riche de multiples graphiques clairs basés sur des données originales à jour, disponibles en ligne sous forme de

¹ Il est cependant difficile à ce stade de savoir si cet acte de piraterie visait plutôt à faire baisser le prix des carburants aux États-Unis, en faisant en sorte que les marchés anticipent une hausse de la production pétrolière à terme, ou plutôt, comme le suggère Paul Krugman, à améliorer la profitabilité de certaines entreprises pétrolières états-unien, comme Citgo, propriété du milliardaire Paul Singer, l'un des principaux donateurs de Trump, qui a racheté récemment les rares raffineries à même de traiter le pétrole brut vénézuélien.

tableaux Excel. Une autre annexe en ligne, sous forme d'un PDF comportant pas moins de 182 pages, détaille les sources et méthodes utilisées. On ne peut que louer cette transparence, exceptionnelle pour un ouvrage grand public.

Pouvoir, inégalités et interventions publiques en matière d'énergie : une fresque historique magistrale

Lucas Chancel brosse une fresque historique impressionnante sur l'usage de l'énergie dans les sociétés, ses liens avec les rapports de pouvoir et les inégalités. Pour cela, il combine une riche littérature et des données inédites issues entre autres de sources administratives. Il remonte jusqu'à la maîtrise du feu par l'humanité, puis à la transition néolithique, afin de comprendre comment cette dernière, en générant un surplus d'énergie utile, rend possible – mais pas inéluctable – le développement de nouvelles inégalités. Plus près de nous, l'auteur analyse finement la révolution industrielle, soulignant à juste titre le rôle, trop souvent passé sous silence, des colonies et de l'esclavage. Cela permet à l'auteur de montrer la complémentarité, lors de la première révolution industrielle, entre les machines, souvent présentées comme des « esclaves énergétiques » (p. 148), et les vrais esclaves, humains. Soulignons tout de même que toutes ces analyses en termes d'esclaves énergétiques n'échappent pas à un certain réductionnisme car le travail des esclaves humains ne peut se mesurer simplement en unités énergétiques : la qualité du travail en est une dimension importante, y compris concernant la récolte du coton, à la base d'une filière essentielle au développement de l'Angleterre pendant la révolution industrielle.

Cette fresque historique fournit un éclairage passionnant sur les interventions publiques en matière d'énergie sur le temps long. Elle couvre en détail de nombreux pays : France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Inde, Chine, et plus brièvement l'Allemagne et la Suède. Cela permet notamment de saisir des rapprochements très pertinents entre pays et entre époques quant à l'intervention publique dans le secteur de l'énergie. Ainsi, l'entente entre État impérial et capitaux privés, qui a marqué le colonialisme au tournant du XX^e siècle, résonne de manière familière avec les agissements de l'administration Trump. De même, Lucas Chancel souligne que l'intervention actuelle de l'État chinois dans le secteur énergétique n'est pas si éloignée de celle des États européens au sortir de la seconde guerre mondiale.

Énergie et inégalités : cinq thèses principales

Les cinq thèses principales de l'ouvrage peuvent se résumer ainsi. Premièrement, le secteur de l'énergie peut fonctionner de manière efficace selon des modalités très contrastées, combinant de différentes manières le secteur public, les entreprises et les coopératives. Deuxièmement, chacune de ces modalités est, au moins en théorie, compatible avec la nécessaire sortie des énergies fossiles (tout comme avec leur maintien, naturellement). Troisièmement, ces modalités ont des implications importantes en matière d'inégalité d'accès à l'énergie, de justice sociale et de démocratie. Quatrièmement, même si une sortie des fossiles peut en théorie s'opérer en laissant aux entreprises privées la propriété du secteur de l'énergie, en pratique l'État aurait beaucoup plus de mal à orienter les décisions de ces entreprises vers la sortie des fossiles qu'il n'en aurait en prenant le contrôle d'une grande partie du secteur de l'énergie, via des nationalisations, ou en impulsant le développement de coopératives ou de municipalisations – ce que l'auteur qualifie de socialisation de l'énergie. Cinquièmement, la sortie des fossiles ne pourra se faire sans d'ambitieux programmes de redistribution du revenu.

Une clarification bienvenue de multiples débats

Outre les thèses centrales présentées ci-dessus, l'ouvrage comporte une série de synthèses à la fois pédagogiques et bien informées sur des sujets difficiles et âprement débattus, parmi lesquels le découplage entre PIB et émissions ou les différentes manières d'affecter les émissions de gaz à effet de serre, que ce soit au niveau national (émissions territoriales ou basées sur la consommation) ou à celui des ménages.

Sur le découplage, l'auteur remet une rationalité bienvenue dans un débat souvent très dogmatique. Se plaçant dans une perspective post-croissance, il explique de manière convaincante que l'enjeu n'est pas d'être pour la croissance ou la décroissance du PIB, mais de construire une protection sociale et des politiques de transition qui soient robustes même en cas de stagnation du PIB à long terme – stagnation dont la probabilité n'est pas négligeable, quels que soient les choix en matière de transition énergétique. Au passage, l'auteur tord le cou à l'affirmation, ressassée en particulier par Jean-Marc Jancovici, selon laquelle les variations de la quantité d'énergie utilisées expliquent celles des agrégats macroéconomiques – la

figure 6.5 du livre démontre que loin d'être stable, la relation entre consommation d'énergie fossile et revenu a subi une rupture nette dans les années 1970, au point qu'entre 2010 et 2025, le revenu mondial par habitant (inflation déduite) a augmenté de 40 % alors que la consommation d'énergie fossile par habitant restait stable. De même, en Europe de l'Ouest (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède) et aux États-Unis, entre 1970 et 2025, le revenu par habitant a plus que doublé tandis que la consommation d'énergie fossile par habitant y a diminué respectivement de 56 % et 28 %. On reste loin de la neutralité carbone, mais la preuve est faite que le découplage est possible. La profondeur historique des analyses de l'auteur est précieuse : il est frappant de constater (Figure 6.11) que les émissions de gaz à effet de serre du Royaume-Uni sont revenues, en 2025, à leur niveau de 1880, diminuant de 60 % depuis leur maximum de 1977.

Concernant les différentes manières d'affecter les émissions de gaz à effet de serre entre pays, ainsi qu'entre ménages, l'auteur fournit une synthèse remarquable des débats actuels. Entre pays, il est bien connu que les émissions par habitant diffèrent nettement selon qu'on comptabilise les émissions sur le territoire (comme le fait la Convention Climat des Nations-Unies et ses textes d'application) ou qu'on estime (ce qui nécessite beaucoup d'approximations) les émissions induites par la consommation des habitants de ce même pays². En France, comme dans les autres pays occidentaux, ce second chiffre est nettement plus élevé que le premier – il le dépasse de presque 50 %. Entre ménages, il existe encore d'autres méthodes pour affecter les émissions, dont l'approche « patrimoine » (p. 289), qui attribue les émissions des entreprises aux propriétaires de ces dernières, et des approches mixtes, certaines développées par Lucas Chancel et ses co-auteurs. Le livre montre bien qu'il n'existe pas une unique bonne approche en la matière. Les pays, comme les ménages, prennent des décisions qui ont des effets sur les émissions, en tant que consommateurs, mais aussi en tant que propriétaires (pour certains), que salariés (pour d'autres), qu'exportateurs (pour les pays), etc. Approcher ces différentes composantes de la responsabilité nécessite de développer plusieurs indicateurs, et bien les interpréter implique de prendre en compte les capacités d'action selon ces différentes dimensions. Sans compter, comme le rappelle Lucas Chancel, que l'un des actes individuels les plus déterminants pour réduire les émissions, c'est le vote – ce à quoi on peut ajouter : l'engagement associatif.

² Pour calculer ces dernières, on ajoute aux émissions sur le territoire français une estimation des émissions générées à l'étranger par la production des biens importés en France, et on en retire une estimation des émissions générées par la production des biens exportés depuis la France.

La socialisation de l'énergie est-elle nécessaire à la transition ?

Les trois premières thèses sont démontrées de manière très convaincante, mais les deux dernières semblent plus discutables. À l'appui de la quatrième (la socialisation de l'énergie faciliterait la sortie des fossiles), l'auteur reconnaît que des entreprises publiques et des coopératives ont souvent basé leur développement sur des énergies fossiles, tout comme les entreprises privées, mais il considère que la socialisation de l'énergie, si elle est gérée dans un cadre démocratique, faciliterait la transition, par rapport un ensemble de politiques publiques (basées notamment sur la fiscalité ou des règlementations) visant à orienter les décisions d'entreprises privées. On peut toutefois se demander si les dirigeants politiques ne seraient pas encore plus réticents à mettre en place des politiques de sortie des fossiles si ces politiques menaçaient l'emploi dans des entreprises publiques plutôt que privées.

De plus, est-il vraiment pertinent de confier l'ensemble des choix technologiques en matière de transition énergétique aux dirigeants des États et des entreprises publiques ? Le risque est de s'enferrer dans une impasse technologique. Aujourd'hui, une grande partie des options techniques et organisationnelles qu'il faut développer pour sortir des fossiles dans le monde font l'objet d'un consensus scientifique : éolien, photovoltaïque, batteries, transports en commun et véhicules individuels électriques, vélo, pompes à chaleur, bâtiments bien isolés, réseaux de chaleur, végétalisation de l'alimentation, limitation du transport aérien, protection des puits de carbone... Quelques décennies ou quelques années en arrière, bien des dirigeants auraient poussé au développement de ce qui nous apparaît aujourd'hui comme des impasses, tels que les surgénérateurs et la fusion nucléaire, les petits réacteurs nucléaires modulaires ou la voiture à hydrogène. Non que le secteur privé soit plus lucide, au contraire ; mais les dirigeants politiques ayant notoirement du mal à reconnaître leurs erreurs, séparer décideurs (nécessairement publics) et exécutants (potentiellement privés) peut faire sens.

En outre, même si la socialisation de l'énergie n'implique pas nécessairement sa sous-tarification (par rapport à son coût de production et à ses coûts externes), cela a souvent été le cas pendant les périodes abordées dans le livre (songeons aux pays « socialistes » au XX^e siècle). Il n'aurait pas été inutile de rappeler le gaspillage d'énergie impliqué et ses conséquences – au moment de la chute de l'URSS, ses

émissions de CO₂ par habitant étaient supérieures à celles de la Communauté européenne, malgré un niveau de vie bien plus faible.

Pour défendre tout de même la thèse selon laquelle la socialisation de l'énergie faciliterait la sortie des fossiles, il me semble que le principal obstacle à une transition vers une énergie sans fossiles réside dans l'influence des capitalistes sur les politiques publiques, influence qui ne fait que croître à travers le rachat de médias ou (en particulier aux Etats-Unis) le financement des campagnes électorales : face au risque de capture des politiques énergétiques par les intérêts privés du secteur de l'énergie, une réponse efficace pourrait être de socialiser ce dernier. Là se situe peut-être le meilleur argument en faveur de la socialisation de l'énergie.

La sortie des fossiles requiert-elle d'ambitieux programmes de redistribution du revenu ?

À l'appui de cette cinquième thèse, Lucas Chanel écrit que de tels programmes sont nécessaires pour obtenir le soutien des électeurs (p. 272). Cette affirmation aurait gagné à être mieux justifiée, car comme l'auteur l'écrit lui-même à la page suivante, les intérêts des plus riches sont davantage pris en compte par les législateurs. Aussi, pourquoi est-ce qu'un « paquet » combinant climat et redistribution aurait plus de chances d'être adopté et appliqué que des politiques climatiques remettant moins en cause les intérêts des plus riches ? D'ailleurs, le pays développé le plus avancé en matière de sortie des fossiles, la Suède, était certes l'un des pays les plus égalitaires au démarrage de cette sortie des fossiles, mais son emblématique réforme fiscale (c'est de loin le pays qui taxe le plus les émissions de CO₂) n'a pas été accompagnée de transfert vers les catégories populaires, mais au contraire d'une baisse des taux supérieurs de l'impôt sur le revenu (certes particulièrement élevés à l'époque). Néanmoins, il est vrai que dans les enquêtes d'opinion, un facteur important du soutien aux politiques climatiques réside dans la progressivité de leur effet sur la distribution des revenus.

Conclusion

Les thèmes abordés dans cette recension ne constituent qu'une partie de ceux traités dans cet ouvrage, qui passionnera aussi bien le spécialiste des questions

d'énergie (et l'enseignant qui pourra y trouver matière à enrichir ses cours) que le néophyte. Des aspects aussi divers que le financement de la transition ou les besoins en matériaux critiques sont abordés de manière claire et approfondie. Si certaines thèses de cet ouvrage sont naturellement contestables, celui-ci constitue l'un des livres de sciences sociales les plus riches et les plus convaincants consacrés à l'énergie. Un tour de force.

Publié dans laviedesidees.fr, le 16 février 2026.